

Les acteurs de la coopération au développement

- Les institutions de l'Etat: en Suisse, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
- Les cantons et les communes
- Les organisations internationales comme le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF
- Les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI)
- Les ONG: qui fonctionnent en grande partie grâce aux dons de personnes ou d'entreprises privées, mais également grâce à un soutien de l'Etat. Terre des Hommes, Helvetas, Caritas, Swissaid sont quelques-unes des grandes ONG suisses.
- Les personnes privées qui donnent de l'argent aux ONG pour leurs projets de coopération ou soutiennent directement des projets ou des personnes.

Quelles conditions pour coopérer?



Le terme «coopération» renvoie à l'idée d'un travail commun et intègre dans la relation Nord-Sud une dimension de participation (effort commun). Les responsabilités sont partagées. Aujourd'hui, la coopération repose sur l'idée «d'aider les populations pauvres à s'aider elles-mêmes» et de promouvoir un travail ensemble sur le terrain. L'idée fondamentale est de penser le développement pour les générations futures et donc d'inclure les populations concernées dans le processus (afin qu'elles puissent transmettre leurs connaissances). Enfin, «coopérer» signifie prendre en compte les besoins et les intérêts de chaque partenaire.

La suite de l'histoire des deux ânes sur: www.globaleducation.ch matériel pédagogique / downloads / 20 novembre 2006 / activités complémentaires / 9 à 12 ans

Glossaire

| | |
|-------------|---|
| APD | <i>Aide publique au développement:</i> le terme a tendance à être remplacé de plus en plus par coopération publique au développement. |
| ONG | <i>Organisation non gouvernementale:</i> une ONG est une organisation généralement privée qui ne dépend pas du gouvernement. |
| PNB | <i>Produit national brut:</i> le PNB mesure l'ensemble des revenus des ressortissants d'un pays, entreprises et individus, qui résident dans le pays ou à l'étranger. |
| OCDE | <i>Organisation de coopération et de développement économiques:</i> l'OCDE regroupe 30 pays principalement du Nord. |

Liens Internet

- Dossier de presse sur le thème de l'aide à l'Afrique proposé par Alliance Sud : www.alliancesud.ch
- Les Objectifs du millénaire pour le développement : www.un.org/french/millenniumgoals/
- Direction du développement et de la coopération (DDC) : www.ddc.admin.ch/
- Site de la Campagne «0,7% – ensemble contre la pauvreté» : www.ensemblecontrelapauvrete.ch
- Site de la Banque mondiale : www.banquemondiale.org
- Site pédagogique sur la sécurité humaine : www.securitehumaine.ch
- «Un autre monde est possible» : www.alliancesud.ch/francais/files/D_BeUe.pdf ou brochure gratuite à commander à la FED

GRATUIT

Commande de cette fiche

Fondation Education et Développement
Av. de Cour 1 - 1007 Lausanne (021) 612 00 81
fed@globaleducation.ch
www.globaleducation.ch

Lausanne, août 2007



EDUCAZIUN E SVILUP
EDUCAZIONE E SVILUPPO
ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT
BILDUNG UND ENTWICKLUNG

Av. de Cour 1 - 1007 Lausanne
Téléphone +41 (0)21 612 00 81
fed@globaleducation.ch
www.globaleducation.ch

alliancesud

Communauté de travail
Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - Caritas - Eper

Av. de Cour 1 - 1007 Lausanne
Téléphone +41 (0)21 612 00 86
doc@alliancesud.ch
www.alliancesud.ch

Avec le soutien de
Fondation du Jubilé du Crédit Suisse Group
Fondation Ernst Göhner
Fondation Sophie et Karl Binding



Fondation Dialogue
La jeunesse débat
La gioventù dibatte
Jugend debattiert

Sous le patronage de la Chancellerie de la Confédération
Avec la recommandation des Départements
cantonaux de l'instruction publique

Un projet de la Fondation Dialogue en collaboration
avec La jeunesse débat en Allemagne
Case postale 221 - 4566 Hallen
Téléphone +41 (0)32 682 72 12
info@lajunessedebat.ch
www.lajunessedebat.ch

FAUT-IL AUGMENTER LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA SUISSE?

Aujourd'hui, le monde est devenu un village. Les relations et les interdépendances entre les pays s'intensifient. A la manière d'Internet, le monde s'apparente de plus en plus à une «toile d'araignée». Mais dans cette toile, les inégalités perdurent entre pays riches et pays pauvres, et le fossé se creuse encore. Les règles économiques et politiques qui gouvernent le monde actuel ne permettent pas à tous de vivre dans la dignité. La mondialisation a mis en évidence les problèmes planétaires: répartition des richesses, migrations, crises et guerres, changements climatiques, terrorisme international. Chaque jour, les médias nous informent de ces problèmes qui nous concernent tous. L'objectif de la coopération au développement est de contribuer à un nouvel équilibre mondial, plus solidaire. Est-ce possible?

La coopération au développement, c'est quoi?

La coopération au développement fait partie de la politique extérieure d'un Etat, c'est-à-dire de ses relations avec les autres pays. Son objectif est de lutter contre la pauvreté en soutenant, dans les pays en développement, des initiatives et des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des populations pauvres. La coopération suisse est active dans quatre domaines: promotion de la paix, de la démocratie et des droits humains, amélioration de la justice sociale, protection de l'environnement, promotion de la prospérité.

Coup d'œil à la Constitution suisse – loi du 19 mars 1976

Article 5 «La coopération au développement soutient les efforts des pays en développement en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Elle doit contribuer à mettre ces pays en mesure d'assurer leur développement par leurs propres forces [...]. Elle soutient en priorité les efforts des pays en développement, régions et groupes de population les plus défavorisés.»

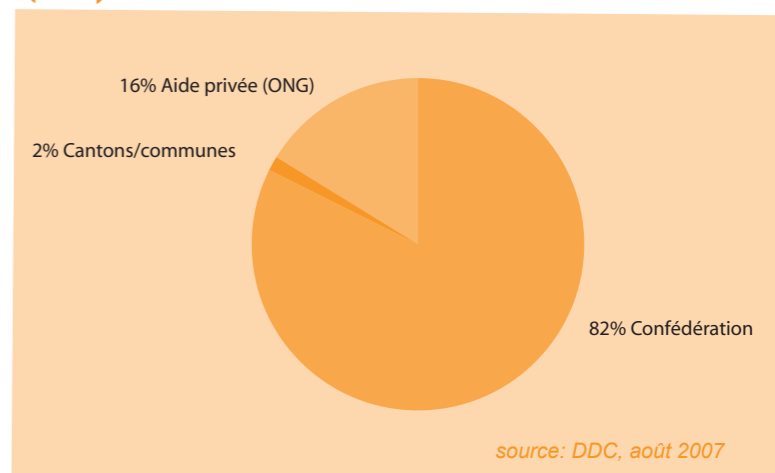
Distinguons!

La coopération au développement vise à promouvoir un développement à long terme. Elle a deux dimensions:

- la *coopération bilatérale* repose sur des partenariats avec des pays en développement. La DDC (Direction du développement et de la coopération) soutient par exemple au Laos un programme de recherche et de formation sur le riz: les chercheurs ont mis au point des variétés de riz plus productives et plus résistantes, alors que les paysans ont acquis des nouvelles techniques de culture.
- la *coopération multilatérale* représente la participation financière de la Suisse aux organisations internationales. Par exemple, sur une proposition de la Suisse, l'ONU (Organisation des Nations Unies) a créé en mars 2006 le Conseil des droits de l'homme, basé à Genève.

L'aide humanitaire intervient lors de situations de crises pour aider à la reconstruction, comme par exemple après le tsunami du 26 décembre 2004 en Asie du Sud.

Aide publique au développement (APD) et aide privée (ONG) de la Suisse en 2005



CE QU'IL FAUT AUSSI PRENDRE EN CONSIDÉRATION

«Village mondial»: des règles du jeu

Bolo Sy, une paysanne sénégalaise a été ruinée par l'arrivée sur le marché sénégalais d'oignons hollandais moins chers que les siens. Cela a été possible, car le producteur hollandais a reçu des subventions à l'exportation ; Bolo Sy, elle, n'a pas reçu d'argent. Cet exemple illustre les conséquences négatives que peut avoir la libéralisation des échanges internationaux. Elle suppose que le «village mondial» n'a plus de frontières et que chacun peut vendre ses produits là où il veut. Or, cela met en concurrence des acteurs inégaux en taille et en pouvoir. Ce fonctionnement ne satisfait pas les besoins des populations rurales, majoritaires dans les pays du Sud. Des ONG dénoncent ces règles qui ne respectent pas les droits humains et les besoins des populations locales.

0,7% du produit national brut (PNB)

En 2000, tous les Etats ont adopté huit Objectifs du millénaire pour le développement dont le but est de réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde d'ici à 2015. Une des conditions est, pour les pays riches, d'augmenter leur coopération au développement à 0,7% du produit national brut (PNB).

En 2005, ce taux était de:

- 0,94% en Norvège et en Suède
- 0,52% en Autriche
- 0,47% en France
- 0,44% en Suisse
- 0,22% aux Etats-Unis

Aujourd'hui, la Suisse se place en 15e position des 22 pays riches de l'OCDE. 65 ONG suisses ont lancé une campagne demandant de porter la contribution de la Suisse à 0,7% d'ici 2015.

Les limites de la coopération publique au développement

La coopération au développement est une partie d'un tout. Sans la collaboration des populations et des gouvernements locaux et sans changement des règles du commerce mondial elle ne pourra pas résoudre les problèmes. La coopération au développement peut donner des impulsions et apporter un soutien mais son poids est limité.

Par ailleurs, l'aide d'un seul pays ne peut pas changer les équilibres mondiaux. A titre d'exemple, les changements climatiques nécessitent une coordination et une volonté internationales.

Flash Info!

En 2008, le Parlement suisse devra se prononcer sur un nouveau crédit-cadre de la Confédération pour la coopération publique au développement des 4 prochaines années. A titre indicatif, le crédit précédent (2004-2007) était de 4,2 milliards de francs.

Exemples de coopération

- Améliorer l'accès à l'eau en construisant des canalisations pour séparer les eaux usées des eaux propres.
- Augmenter la scolarisation des enfants.
- Prévenir les maladies les plus courantes.
- Promouvoir une gestion des terres respectueuse de l'environnement.
- Encourager la démocratie en favorisant la participation des populations aux décisions.
- Lutter contre la faim en améliorant les rendements agricoles et en favorisant l'accès des plus pauvres à la nourriture.

Le développement d'un pays dépend de nombreux facteurs: économiques, politiques, sociaux, environnementaux. Ainsi, un enfant qui n'a plus besoin d'aller chercher l'eau au loin aura le temps de fréquenter l'école ce qui favorisera le respect du droit à l'éducation.

POUR

Faut-il augmenter la coopération au développement de la Suisse ?

CONTRE

«Le bien-être des autres nous concerne! Le seul moyen d'empêcher durablement la multiplication des actes terroristes, c'est de poursuivre avec détermination une politique de solidarité et de paix mondiale.»

Bastienne Joerchel, Alliance Sud, 24 Heures, octobre 2001

«La coopération suisse s'attire le respect de ses pairs, au niveau international aussi bien que sur le terrain.»

CAD (OCDE), Rapport de l'examen de la Suisse, 2005

«On ne développe pas, on se développe.»

Joseph Ki-Zerbo, sage burkinabé, 2005

«C'est d'abord le commerce et non pas l'APD qui est le moteur du développement en Asie et ailleurs.»

Ram Etwareea, journaliste, Le Temps, avril 2007

«Tout au plus, l'aide peut réaliser des objectifs à court terme, mais sur la durée, elle affaiblit les réformes internes et la base de la croissance et de la prospérité à long terme.»

Pierre Bessard, journaliste, L'Agefi, août 2006

«Nous avons les connaissances et l'expérience nécessaires pour vaincre l'extrême pauvreté et la faim. Nous disposons aussi des ressources indispensables, reste à vouloir les mobiliser.»

Micheline Calmy-Rey, Présidente de la Confédération, swissinfo, juillet 2007

«Les flux migratoires ne diminueront pas tant que le fossé entre riches et pauvres continuera à se creuser.»

Walther Fust, Directeur de la DDC, décembre 2002

«Nous devons surtout promouvoir le changement politique des règles du jeu sur le plan international.»

Francesco Cavalli, Conseiller national socialiste, Le Courrier, décembre 2006

«L'aide au tiers-monde profite aux riches des pays pauvres.»

Alain Houziaux, pasteur, mars 2004

«Toutes les activités des ONG ou des institutions onusiennes ne sont que des gouttes d'eau [...] polluées qui ne font qu'enfoncer les pays dans la pauvreté.»

Ken Bugul, écrivaine sénégalaise, Un seul monde, décembre 2005

«Dans le cadre de mon métier d'agronome, j'effectue depuis plus de vingt ans des mandats de coopération internationale en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie. De ce dialogue Nord-Sud et de ces échanges de savoirs et d'expertises nous sommes tous bénéficiaires.»

Dominique Kohli, président du parti libéral vaudois, juillet 2007

«[Grâce notamment à la coopération au développement], le taux de scolarisation mondiale est passé de 63% à 83% entre 1990 et 2005 [...] La plupart des pays ont pu réduire la mortalité infantile de 4,3% par an depuis 1990. C'est réjouissant, mais pas suffisant.»

Pepo Hofstetter, Alliance Sud, Global +, juin 2007

«Une arrivée massive d'aide pose de lourds problèmes que la plupart des pays ne réussissent pas à gérer.»

Jean-Michel Severino, Directeur de l'Agence française de développement, Alternatives économiques, novembre 2005

«2300 milliards de dollars [depuis 50 ans] ont été dépensés pour sortir les pays pauvres du sous-développement et quel est le résultat sinon un échec?»

William Easterly, Université de New York, Le Monde, avril 2006

«Que sont, [...] les 50 milliards de dollars d'aide supplémentaire promis par le G8 à l'Afrique face à ce que les [Européens] dépensent chaque année pour [...] leur «mal-être»: 50 milliards de dollars en cigarettes, 105 milliards en boissons alcoolisées et 11 milliards en crèmes glacées?»

Michel Egger, Alliance Sud, Tribune de Genève, juin 2007

«Les pays industriels doivent améliorer en qualité et en volume leur aide publique au développement (APD). Celle-ci se situe très en deçà de l'objectif de 0,7% du PNB que la communauté internationale s'était elle-même fixé.»

Flemming Larsen, Directeur du bureau européen du Fonds monétaire international, janvier 2001

«De nombreux régimes corrompus et incompétents ont été préservés de la faillite politique par l'aide extérieure.»

Andrew Mwenda, économiste ougandais, cité dans l'Agefi, août 2006

«L'arrivée régulière d'argent de l'étranger cimente chez les bénéficiaires une attitude fataliste d'assistés et empêche ces populations de prendre en main leur propre sort.»

UDC, document en vue des élections nationales 2007